



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 6**

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action multiannuel en faveur de l'Afrique Sub-saharienne pour 2022-2024 Partie 1

**Document d'action « Renforcement des capacités Ouest-Africaines de Lutte contre le Terrorisme »**

**PLAN D'ACTION MULTI-ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

## 1. SYNTHÈSE

### 1.1. Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1.Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base</b>	« Renforcement des capacités Ouest-Africaines de Lutte contre le Terrorisme » Numéro OPSYS : 60631 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Non
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée en République de Côte d'Ivoire
<b>4. Document de programmation</b>	Programme Indicatif Multi annuel Regional Afrique Sub-saharienne NDICI 2021-2027
<b>5.Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	<b>Domaine prioritaire 2 – Gouvernance, paix et sécurité, et culture</b> <b>Secteur - Paix et sécurité</b> <b>Objectif spécifique 2 :</b> Réduire l'incidence, la durée et l'intensité des conflits violents en Afrique et contribuer à une prévention, une protection et une réponse efficaces aux menaces de sécurité transnationales, y compris le crime organisé, à travers le continent. <b>Résultat 2.3 :</b> Les organismes africains chargés de l'application de la loi, les institutions judiciaires et les acteurs non étatiques concernés sont en capacité d'accomplir leurs tâches pour prévenir, réprimer, contrer et poursuivre efficacement les menaces transnationales dans le plein respect des valeurs fondamentales, des droits de l'homme et du droit international humanitaire.
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Domaine prioritaire 2 – Gouvernance, paix et sécurité, et culture Secteur – Paix et sécurité

<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal (1 uniquement): 16 – Paix, justice et institutions efficace Autre ODD important et, le cas échéant, cibles: ODD 5- Egalité entre les sexes ;			
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	15210 Security system management and reform 15220 Civilian peace-building, conflict prevention and resolution			
<b>8 b) Principal canal de distribution</b>	Gouvernement tiers (coopération déléguée) - 13000			
<b>9.Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	compétences/compétences numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	services numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<u>Connectivité</u>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Tags: transports		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	contacts interpersonnels		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	énergie		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire: BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: EUR 10 000 000 Montant total de la contribution du budget de l'UE EUR 10 000 000			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	<b>Gestion indirecte</b> avec entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.3.1 : l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale (Expertise France- AFETI)			

## 1.2. Résumé de l'Action

L'extension et l'intensification de la menace terroriste en Afrique de l'Ouest se sont caractérisés par le rapprochement des organisations terroristes du Sahel avec celles du bassin du lac Tchad et l'extension de leurs opérations aux États côtiers du golfe de Guinée. De l'autre côté du continent, les organisations terroristes de la Corne de l'Afrique étendent leur présence vers le Sud, comme en témoigne la dégradation rapide de la situation dans le nord du Mozambique. Pour répondre efficacement à cette menace, les pays africains concernés doivent passer d'une réponse uniquement militaire à une approche intégrée basée sur le respect de l'état de droit et des droits humains, dans le cadre d'une coordination régionale renforcée. L'objectif de cette action est de promouvoir une telle approche à travers un soutien à l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme (AILCT), basée en Côte d'Ivoire.

L'action vise à renforcer, principalement en Afrique de l'Ouest, la capacité des Etat à protéger leur territoire et leur population contre la menace terroriste, dans le plein respect de l'état de droit et des droits humains. Afin de renforcer les capacités des États africains face à la menace terroriste transnationale, l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme repose sur trois piliers : (i) une école interministérielle pour les cadres ayant des responsabilités dans le contre-terrorisme ; (ii) un centre de formation opérationnelle des unités d'intervention spéciales (tant policières que militaires) ; (iii) un centre de recherche stratégique.

Les formations de l'AILCT visent des fonctionnaires africains des ministères de l'Intérieur (officiers de renseignement, unités d'intervention et policiers des divisions CT), de la Justice (juges et procureurs, agents de détention) et de la Défense (renseignements militaires et forces spéciales) impliqués dans la lutte contre le terrorisme, aux différentes étapes de la chaîne pénale (pilier 1). Ainsi, l'approche interministérielle et internationale de l'AILCT conduira à une coopération opérationnelle transfrontalière accrue et à l'établissement d'une communauté africaine de praticiens du contre-terrorisme issus des ministères de la Justice, de l'Intérieur et de la Défense, aux côtés d'instituts de recherche et d'organisations de la société civile travaillant sur les questions liées au terrorisme (pilier 3). Dans la

mesure du possible, le fonctionnement de l'Académie devra être renseigné, documenté et présenté publiquement afin d'assurer les principes de redevabilité et de transparence, essentiels pour garantir la durabilité de l'institution et la reconnaissance locale et régionale. Les formations délivrées par l'académie sont en accord avec les valeurs de l'UE, et respectent pleinement les conclusions du Conseil sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent du 17 juin 2020. L'AILCT constitue à ce titre une structure unique sur le continent en ce qu'elle rassemble dans le cadre d'un même cursus de formation des membres de l'ensemble de la chaîne pénale, permettant ainsi le développement d'une communauté et d'une culture commune de la lutte contre-terroriste, promouvant une réponse fondée sur l'état de droit.

Cette action se concentrera sur les piliers 1 et 3, avec pour objectif d'augmenter significativement les capacités d'accueil et de formation de l'académie afin que celle-ci puisse avoir un réel impact sur le continent, avec un nombre suffisant de stagiaires sensibilisés et formés sur cette approche intégrée inter-services de la lutte contre le terrorisme. La participation de l'UE au conseil d'administration de l'académie permettra de jouer un rôle actif sur les orientations stratégiques de l'AILCT et le programme d'activités annuel, en s'assurant notamment que l'esprit de l'approche intégrée est respecté, tout en promouvant une répartition équilibrée des stagiaires sur le continent.

Pour ce faire, l'action sous le pilier 1 renforcera principalement la capacité d'accueil actuelle de l'Académie en fournissant des infrastructures de base (telles que des logements supplémentaires pour les stagiaires, des bâtiments logistiques, une infirmerie) afin d'accroître son rayonnement et son impact. Le soutien au pilier 3 de recherche stratégique visera à promouvoir l'émergence d'un réseau de chercheurs en Afrique dans le domaine de la lutte anti-terroriste. Les actions envisagées sur les piliers 1 et 3 capitaliseront également sur l'expérience de l'Union Européenne dans le domaine de la lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent, la migration illégale et la traite des êtres humains

Les activités concernant la formation opérationnelle (pilier 2) seront exclues en raison de leurs implications militaires et de défense. Cependant, des activités de soutien au volet d'action de l'Etat en mer (sous le pilier 2) pourraient être incluses en complément d'autres partenaires financiers susceptibles de concentrer leur soutien sur ce domaine.

## 2. JUSTIFICATION

### 2.1. Contexte

La menace terroriste s'étend, s'accroît et s'intensifie en Afrique. Un récent rapport de l'ONU<sup>1</sup> relève qu'au cours du premier semestre 2021, l'Afrique est devenue la région au monde la plus durement touchée par le terrorisme. Cela est *particulièrement vrai* dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est, où les groupes extrémistes État islamique, Al-Qaïda et leurs affiliés continuent d'étendre leur influence. Les groupes affiliés à l'État islamique et Al-Qaïda se targuent également de capacités croissantes en matière de collecte de fonds et d'armement, y compris l'utilisation de drones.

Plusieurs des filiales les plus prospères de l'État islamique se trouvent dans des provinces d'Afrique de l'Ouest et Centrale, tandis que celles d'Al-Qaïda se trouvent en Somalie et dans la région du Sahel. Ces filiales terroristes continuent d'étendre leur influence et leurs activités, notamment dans la région du lac Tchad et dans les pays du Sahel, avec une extension vers le Sud du Mali et du Burkina-Faso et une menace désormais croissante sur les États côtiers du golfe de Guinée. À l'Est, les organisations terroristes de la Corne de l'Afrique renforcent progressivement leur présence dans le Sud. Les activités des affiliés se sont étendues de la Somalie au Kenya et du Mozambique à la Tanzanie, comme l'illustre la détérioration de la situation au Cabo Delgado.

Lors de la 59<sup>ème</sup> Session Ordinaire des Chefs d'États de la CEDEAO, le président le Commission Jean-Claude Brou a déclaré que le nombre d'attaques terroristes avait doublé entre les cinq premiers mois de 2020 et ceux de 2021 et que l'Afrique de l'Ouest avait subi un total de 700 attaques terroristes entre 2020 et juin 2021, entraînant la mort de 2000 civils et militaires. Le 5<sup>ème</sup> Rapport Thématique du Conseil des Sages de l'Union Africaine (2019) souligne que les conflits liés aux ressources naturelles risquent davantage de dégénérer dans le contexte de corruption généralisée et de criminalité organisée. Les groupes terroristes et armés négocient souvent illégalement des ressources naturelles pour financer et soutenir leurs activités. Les différends relatifs aux ressources naturelles sont par ailleurs souvent ignorés ou négligés par les médiateurs et contribuent à la détérioration des relations entre l'État et la société. Les groupes extrémistes violents exploitent et renforcent les divisions entre les groupes sociaux et sapent le contrat social entre les citoyens et leurs gouvernements. Des femmes de tous âges deviennent de plus en plus la cible de

<sup>1</sup> [S/2021/655 - E - S/2021/655 -Desktop \(undocs.org\)](#)

violences extrémistes et d'actes terroristes, notamment par le recours à la violence sexuelle et à l'esclavage pour limiter leurs libertés et droits fondamentaux. Les groupes terroristes tirent également parti des normes et dynamiques traditionnelles liées au genre au sein de certaines sociétés pour imposer la violence et perpétrer des actes extrémistes. Face à l'extension de cette menace en Afrique, l'UE a fait de la lutte contre la menace terroriste transrégionale, l'une de ses priorités à travers la mise en œuvre d'un nombre croissant de projets liés à la sécurité et à travers l'approfondissement de ses partenariats avec des organisations régionales et les pays bénéficiaires. Depuis 2015, l'UE promeut une réponse au terrorisme axée sur la justice pénale et sur la nécessité de renforcer la chaîne pénale dans son ensemble, dans le respect du droit international public, notamment les droits humains, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire. En effet, le respect rigoureux des droits humains au cours des enquêtes, des poursuites et du jugement des affaires de terrorisme et de la détention de terroristes présumés est reconnu comme crucial dans le volet judiciaire et répressif de la lutte contre le terrorisme. La non-intégration d'une approche basée sur les droits humains dans les affaires liées à la lutte contre le terrorisme conduit souvent à amplifier les griefs qui sous-tendent l'action de groupes extrémistes violents.

Ces orientations politiques se reflètent dans les conclusions du Conseil sur le contre-terrorisme et la prévention et la lutte contre le l'extrémisme violent du 17 juin 2020<sup>2</sup>, la stratégie UE-Afrique de mars 2020<sup>3</sup>, le programme de l'UE en matière de contre-terrorisme de décembre 2020<sup>4</sup>, la stratégie intégrée UE-Sahel d'avril 2021<sup>5</sup>, la stratégie révisée de l'UE pour le golfe de Guinée<sup>6</sup> ainsi que la stratégie mondiale des Nations Unies en matière de contre-terrorisme<sup>7</sup> de 2006 et récemment révisée.

L'action vise donc à renforcer les capacités des États principalement d'Afrique de l'Ouest à protéger leur territoire et leur population, y compris les groupes vivant dans les situations les plus vulnérables exposés à ces menaces et particulièrement les femmes et les filles, contre la menace terroriste dans une perspective de respect de l'État de droit et des droits humains. Pour l'UE, elle contribue au domaine prioritaire n°2: « Gouvernance, paix et sécurité, et culture » du programme régional pour l'Afrique subsaharienne 2021-2027, en répondant particulièrement à l'objectif spécifique n°2: « Réduire l'incidence, la durée et l'intensité des conflits violents en Afrique et contribuer à une prévention, une protection et une réponse efficaces aux menaces de sécurité transnationales, y compris la criminalité organisée, sur tout le continent ». Cette action est aussi alignée sur les piliers 4 et 5 (paix - sociétés pacifiques et inclusives, démocratie, institutions efficaces et responsables, État de droit et droits humains pour tous) du Consensus européen pour le développement et à l'ODD 16. Elle contribuera à la mise en œuvre des priorités politiques du partenariat pour la paix, la sécurité, la gouvernance et la résilience décrites dans la communication conjointe pour une stratégie globale avec l'Afrique<sup>8</sup>.

## 2.2. Analyse des problèmes

L'accroissement significatif de la menace terroriste en Afrique, telle que décrite ci-dessus, pose une triple problématique aux Etats qui doivent faire face à cette menace.

Tout d'abord, cela leur impose de disposer de plus en plus de personnels spécialement formés à la lutte anti-terroriste, tant au sein des unités d'intervention et d'enquêtes spécialisées que des services judiciaires. A l'heure actuelle, beaucoup d'Etats africains mobilisent essentiellement leurs forces de défense afin de faire face aux groupes armés terroristes. Ce choix est parfaitement légitime quand ces groupes terroristes mettent en œuvre des savoir-faire militaires, mais il ne peut être efficace que si ces forces armées adoptent un comportement respectueux des droits humains et de l'Etat de droit, veillent à la paix sociale pour tous (hommes et femmes), et si les opérations militaires sont notamment suivies d'une action judiciaire, sur la base d'éléments de preuve prélevés au cours des actions, permettant de lancer et d'alimenter les poursuites judiciaires à l'encontre des individus interpellés. Ce besoin en formation n'est aujourd'hui que partiellement couvert, tant en volume qu'en contenu, et l'efficacité de ces formations est limitée par la multitude de partenaires qui offrent des formations ad-hoc, avec des méthodes et des curricula de formation qui ne sont pas toujours uniformisées.

Par ailleurs, une réponse efficace à la menace terroriste passe par un fonctionnement optimal de l'ensemble de la chaîne pénale basée sur les principes de transparence et neutralité, depuis la prévention de l'acte terroriste (avec une intervention en amont du déclenchement de l'attaque, sur la base de renseignements judiciairisés), jusqu'aux

<sup>2</sup> [st08868-en20.pdf \(europa.eu\)](#)

<sup>3</sup> [communication-eu-africa-strategy-join-2020-4-final\\_en.pdf \(europa.eu\)](#)

<sup>4</sup> [Programme de lutte antiterroriste et renforcement d'Europol pour améliorer la résilience de l'UE \(europa.eu\)](#)

<sup>5</sup> [New EU strategic priorities for the Sahel \(europa.eu\)](#)

<sup>6</sup> [eu\\_strategy\\_on\\_the\\_gulf\\_of\\_guinea\\_7.pdf \(europa.eu\)](#)

<sup>7</sup> [A/75/L.105 - E - A/75/L.105 -Desktop \(undocs.org\)](#)

<sup>8</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020JC0004>

poursuites pénales à l'encontre des personnes incriminées. Cela exige des Etats qu'ils disposent non seulement de services efficaces correctement formés, mais que chacun de ces services comprenne son rôle au sein de cette chaîne pénale et qu'il sache interagir avec les autres services concernés. Il n'existe cependant actuellement aucun centre de formation en Afrique qui rassemble au sein des mêmes formations des membres des forces de défense et de sécurité, et des services judiciaires, de façon à améliorer la coordination et la cohérence de la réponse face à la menace terroriste.

Enfin, la menace terroriste est par nature transfrontalière, avec des groupes terroristes qui poursuivent des objectifs transnationaux et qui jouent parfois des frontières souvent poreuses pour compliquer les poursuites à leur rencontre. Ainsi, toute réponse à cette menace terroriste doit comporter une dimension régionale (capacité à partager le renseignement entre agences spécialisées, à conduire des enquêtes coordonnées entre différents pays, à coopérer sur le plan judiciaire entre les pays, etc). La CEDEAO, l'UA et les autres organisations régionales africaines jouent en ce sens un rôle crucial en mettant en place des protocoles facilitant la coordination policière et l'entraide judiciaire. Néanmoins, il est aussi nécessaire que les professionnels de la lutte antiterroriste disposent non seulement d'une compréhension commune de la menace et utilisent des procédures similaires, mais qu'ils aient aussi des opportunités de se rencontrer et de se former ensemble, afin de nouer des relations professionnelles et personnelles de nature à faciliter la coopération future.

L'AILCT vise précisément à répondre à ces trois problématiques en augmentant sensiblement l'offre de formation existante en matière de lutte contre le terrorisme, en insistant sur l'importance de la coordination régionale et en promouvant une approche basée sur le respect de l'état de droit et un renforcement de l'ensemble de la chaîne pénale, en pleine cohérence avec la vision européenne de la lutte contre le terrorisme.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

**L'AILCT :** L'AILCT est une école, basée en Côte d'Ivoire, qui promeut une stratégie globale et interministérielle du contre-terrorisme, en formant et rassemblant des praticiens africains dans une logique interministérielle et intracontinentale. En apportant une réponse globale à la menace terroriste, elle souhaite développer une autonomie des partenaires africains dans le domaine et construire un référentiel commun favorisant l'interopérabilité et la coopération continentale. Elle repose sur trois piliers : une école interministérielle des cadres dédiée à la formation des responsables nationaux de la lutte contre le terrorisme (pilier 1), un centre d'entraînement des unités d'intervention spéciales (pilier 2), un institut de recherche stratégique (pilier 3).

**CEDEAO, UA :** La CEDEAO et l'UA, chargées de renforcer la cohérence de la lutte anti-terroriste dans leurs zones de compétence (cadre législatif, stratégie antiterroriste) et de s'assurer d'une coordination entre les différents pays membres seront membres de droit du conseil d'administration de l'AILCT afin de s'assurer que les formations délivrées seront cohérentes avec les bonnes pratiques promues par ces organisations.

**Gouvernement nationaux :** La responsabilité de la protection du territoire et de la lutte anti-terroriste est répartie entre différents ministères : le ministère de l'intérieur et de la sécurité qui a sous sa responsabilité l'emploi des forces de sécurité intérieures, le ministère de la défense pour les forces armées, le ministère de la justice avec les parquet anti-terroristes et les lieux de détention, le ministère de l'économie et des finances pour les douanes et la lutte contre le financement du terrorisme.

**Membres des assemblées parlementaires :** Les parlementaires ont besoin d'avoir une connaissance fine du fonctionnement de l'ensemble de la chaîne pénale afin de voter des lois spécifiques à la lutte contre le terrorisme permettant une réponse adaptée à cette menace tout en respectant les libertés publiques.

**Personnels des ministères de la Justice :** Les magistrats, et notamment les procureurs chargés d'instruire les dossiers liés au terrorisme, ont un rôle clé pour orienter l'action des enquêteurs et pour faciliter la coopération judiciaire internationale. Il importe donc qu'ils connaissent les capacités et les méthodes des services et unités spécialisées et des officiers de police judiciaire en charge des dossiers, mais aussi leurs homologues des pays voisins. Il en est de même des personnels de l'administration pénitentiaire qui doivent non seulement prendre en charge des détenus accusés de terrorisme, mais aussi prévenir les risques de radicalisation en prison.

**Les forces de sécurité intérieures (police, gendarmerie, douane, etc.):** Elles sont chargées de l'application de la loi et ont un rôle essentiel dans la détection de la menace, dans l'interpellation d'individus dangereux (planifiant une action terroriste ou impliqués dans une action en cours), le recueil d'éléments de preuve et pour conduire les enquêtes

post-attentat, dont la qualité de la réponse judiciaire dépend étroitement. Elles doivent aussi pouvoir travailler en étroite collaboration avec les forces armées afin de s'assurer que les interpellations de suspects se fassent dans le respect de la loi ou pour pouvoir recueillir les éléments de preuve sur le terrain pour apporter une réponse judiciaire aux incidents terroristes.

**Les forces armées :** Souvent fortement impliquées dans la lutte contre les groupes armés terroristes en Afrique, les forces armées doivent inscrire leur action dans le cadre d'une réponse judiciaire, qui exige une collaboration étroite avec les forces de sécurité intérieures (dont les prévôts lorsqu'ils existent), notamment en ce qui concerne le traitement des personnes interpellées et le recueil des éléments de preuve sur le terrain.

**Organisations de la société civile et leaders communautaires,** représentant en particulier les femmes, les jeunes et les personnes vivant dans les situations les plus vulnérables telles que les personnes handicapées, qui sont les premières victimes du terrorisme et, à ce titre, doivent être au centre des préoccupations des acteurs de la lutte anti-terroriste. Ces organisations de la société civile représentent ces populations au sein d'instances comme les comités consultatifs d'éthique ou les comités locaux de sécurité dans lesquels elles peuvent faire remonter, par exemple, les doléances des populations auprès des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ou les recours auprès d'instances judiciaires. Ces dernières doivent donc apprendre les bonnes pratiques en la matière.

**Universités et centres de recherches :** l'analyse du contexte de l'Afrique de l'Ouest (enjeux stratégiques, impacts des mouvements terroristes sur la cohésion sociale, impacts des mouvements terroristes sur les groupes vivant dans les situations les plus vulnérables, les violences basées sur le genre, la lutte contre le terrorisme et le contrat social...) sont nécessaires pour améliorer la compréhension du phénomène du terrorisme, de son impact et de la réponse à y apporter. Les universités et centres de recherches doivent trouver dans l'AILCT un lieu d'échange, de partage et d'analyse conjointe. Les partenariats avec les universités et centres de recherches spécialisés sur les questions de sécurité devront être développés en Afrique de l'Ouest ainsi qu'au travers des réseaux déjà existant.

**Partenaires internationaux :** l'AILCT a besoin pour fonctionner du soutien financier de partenaires internationaux. Actuellement, la France, les Pays-Bas, l'Australie, la Norvège et la Côte d'Ivoire apportent un soutien financier et pourront, s'ils le souhaitent, être membres du conseil d'administration de l'école. Ils ont ainsi un rôle à jouer afin de s'assurer que la stratégie mise en œuvre par l'académie est cohérente avec les objectifs à atteindre.

Les bénéficiaires finaux sont les **communautés** vivant dans les zones où la menace terroriste est la plus forte, ainsi que la population civile en général.

### 3. DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1. Objectifs et Produits

L'objectif général (impact) de cette action est de **renforcer l'Etat de droit et la protection des populations africaines, notamment en Afrique de l'Ouest, contre la menace terroriste**

L'objectif spécifique (résultats) de cette action est **d'améliorer la réponse des pays africains – et particulièrement ouest-africains – dans la lutte contre le terrorisme tout au long de la chaîne pénale.**

Les produits de cette action contribuant à l'objectif spécifique (effet attendu) correspondant sont les suivants:

- 1.1 Les infrastructures de l'AILCT sont complétées et diversifiées, facilitant l'accueil des stagiaires femmes et hommes, et permettent à l'Académie d'élargir le contenu et la qualité des formations.
- 1.2 Le mobilier et les équipements pédagogiques de l'AILCT sont améliorés pour l'école des cadres (pilier 1).
- 1.3 Les capacités du centre de recherches sont améliorées et les partenariats développés (pilier 3).

#### 3.2. Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1

- Construction d'emprises dédiées au logement et à l'accueil des stagiaires, adaptées aux différences de genre.
- Construction d'emprises dédiées au soutien logistique.

- Construction d'emprises dédiées au logement et à l'accueil des cadres, adaptées aux différences de genre.
- Construction d'une infirmerie.
- Construction, si nécessaire, d'un complément d'infrastructures dédiées à l'entraînement à l'action de l'Etat en mer (ces infrastructures seront en principe prises en charge par une contribution du Japon ; au cas où cette contribution ne serait pas disponible, la Commission étudierait la faisabilité légale d'appuyer leur construction dans le cadre de cette action).
- Soutien à la création de nouvelles formations en fonction des retours d'expérience des stages actuels.
- Soutien à la traduction des formations ou des manuels dans les principales langues véhiculaires en Afrique (anglais, espagnol, portugais).

#### Activités liées au produit 1.2 :

- Fourniture de mobilier pour l'accueil et le logement des cadres et des stagiaires (lits, armoires, bureaux...)
- Fourniture d'équipements collectifs : matériels pédagogiques et informatiques, kits de formation (y compris sur le respect des droits humains, et la prévention des violences basées sur le genre), fourniture de kits de prélèvement de preuves.
- Équipements nécessaires au fonctionnement du bâtiment logistique et de l'infirmerie

#### Activités liées au produit 1.3:

- Soutien à l'organisation de séminaires, ateliers, études ou activités doctorales, notamment sur la problématique femmes, paix et sécurité, dans le contexte du contre-terrorisme.
- Fourniture d'ouvrages, manuels et documentation numérique.

### 3.3. Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

Compte tenu des activités prévues, une évaluation d'impact environnemental comprenant une analyse du risque climatique pourra devoir être conduite. Il est ainsi prévu que les constructions suivront les règles environnementales (conception adaptée au climat, recours à l'architecture traditionnelle, utilisation de matériaux locaux et utilisation des énergies renouvelables) et respecteront le milieu ambiant, en particulier si des constructions sont établies sur la lagune.

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que la dimension genre sera intégrée dans chaque composante de l'action sur base des orientations contenues dans le Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) – 2021-2025, en particulier dans le « Domaine d'engagement thématique – Garantir l'absence de toute forme de violence de genre » et le « Domaine d'engagement thématique – Intégrer le plan d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité ».

Les constructions réalisées devront veiller au respect des questions liées au genre, notamment en ce qui concerne les lieux de vie et de repos, tandis que l'AICLT sera encouragée à augmenter le nombre de stagiaires féminins.

Par ailleurs, les chercheurs soutenus par l'académie seront encouragés à produire des études prenant en compte le rôle des femmes dans la lutte contre le terrorisme (qu'elles soient acteurs ou victimes de la violence ou en tant que membre d'institutions spécialisées dans cette lutte). De même, la participation de chercheuses féminines sera encouragée.

#### **Droits de l'homme**

L'action portera une attention soutenue au respect des droits de l'homme par l'ensemble des unités impliquées dans la lutte contre le terrorisme. En effet, de nombreux membres des forces de sécurité continuent d'avoir des comportements inappropriés (racket, manque de respect envers des autorités traditionnelles, stigmatisation de certaines communautés), qui sont non seulement inacceptables mais aussi contre-productives car de nature à jeter les



victimes de ces comportements dans les bras des groupes armés terroristes. Dans ce cadre, l'accompagnement des forces armées par des gendarmes ou des policiers est de nature à renforcer la redevabilité des premiers et à lutter contre l'impunité, notamment dans le cas de violences sexuelles basées sur le genre, car il revient aux gendarmes et policiers de conduire les enquêtes judiciaires pouvant conduire à des sanctions pénales dans le cas d'atteintes aux droits humains commises par des militaires.

Ainsi, chaque formation délivrée sous le pilier 1 et 2 comprennent systématiquement des modules promouvant une approche basée sur les droits humains (human rights-based approach) en renforçant les capacités des institutions de sécurité (porteur des obligations) et la responsabilisation des titulaires de droits.

Le soutien au pilier 3 visera aussi, possiblement, à promouvoir le rôle des associations de la société civile dans la lutte contre le terrorisme (notamment les organisations travaillant dans le domaine des droits humains) et à documenter l'impact du comportement des forces de défense et de sécurité sur la lutte contre le terrorisme.

---

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que les constructions d'infrastructures veilleront au respect des questions d'inclusion des personnes avec un handicap (accessibilité des infrastructures). Par ailleurs, les stagiaires seront sensibilisés aux questions des personnes en situation de handicap lors d'opérations militaires.

---

### **Démocratie**

L'action répond aux priorités du nouveau consensus européen pour le développement : « notre monde, notre dignité, notre avenir » visant la promotion des valeurs universelles de démocratie, gouvernance, État de droit et des droits de l'homme, préalable à la stabilité et au développement durable.

---

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

L'action s'inscrit dans la promotion par l'UE depuis 2015 de l'approche de la lutte contre le terrorisme par l'amélioration de toute la chaîne pénale et de la Justice en respectant les normes internationales y compris les traités de protection des droits humains, des réfugiés et le droit international humanitaire.

L'action prendra en compte les orientations politiques énoncées par les conclusions du Conseil en Juin 2020 sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de la radicalisation, la stratégie UE-UA de mars 2020, l'agenda contre terroriste de l'UE de décembre 2020, l'approche stratégique intégrée UE-Sahel d'avril 2021, la stratégie de l'UE sur le Golf de Guinée ainsi que la récente révision de la stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme de 2006 des Nations Unies.

L'objectif est de contribuer aux efforts de stabilisation et de mieux protéger/sécuriser la population civile, notamment à travers la protection de leurs libertés fondamentales et l'accès à la justice en cas de violations graves des droits humains.

L'action contribuera, par ailleurs, à la résolution des conflits actuels et à la prévention de conflits futurs dans plusieurs zones particulièrement sensibles du continent dont les femmes, les enfants et les autres personnes vulnérables sont souvent les victimes principales. Mais dans le même temps, l'action devra anticiper et prévenir les potentiels conflits qui pourraient découler du renforcement de l'appareil sécuritaire dans ces zones souvent peu favorables à une plus grande présence et souveraineté de l'État.

---

### **Réduction des risques de catastrophes**

La réduction des risques de catastrophe n'est pas un objectif spécifique directement visé par cette action. Cependant, le renforcement des capacités d'intervention des forces de défense et de sécurité dans des zones reculées devrait également permettre d'appuyer un retour de l'Etat ainsi que le renforcement des capacités des communautés permettra de mieux répondre aux éventuelles catastrophes et crises humanitaires.

---

### **Autres considérations, le cas échéant**

n/a

### 3.4. Risques et enseignements tirés

<b>Catégorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)</b>	<b>Impact (Haute/ Moyen/ Faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
1-Environnement externe	Les ressources propres de l'AILCT sont insuffisantes pour garantir son fonctionnement	<b>Faible</b>	<b>Elevé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir les activités de l'AILCT auprès des pays partenaires et organisations susceptibles de soutenir financièrement l'école.</li> <li>- Encourager les donateurs actuels à poursuivre leurs dotations annuelles de fonctionnement au profit de l'academie.</li> <li>- Veiller à l'élaboration et à la validation par le Conseil d'administration d'un budget prévisionnel de fonctionnement annuel réaliste ainsi qu'un plan de plaidoyer pour la mobilisation de ressources.</li> <li>- S'assurer de la qualité des formations afin que les bénéficiaires de ces dernières deviennent des ambassadeurs de l'académie.</li> </ul>
1-Environnement externe	Les travaux ne sont pas achevés ou prennent du retard ou les ouvrages sont non conformes au cahier des charge.	<b>Moyen</b>	<b>Moyen</b>	Dialogue régulier et suivi in situ du chantier en lien avec le Ministère de la défense ivoirien, la DCSD et l'opérateur de mise en oeuvre.
3- Ressources humaines et organisationnelles	Risque réputationnel s'il s'avère que les bénéficiaires des formations sont connus pour avoir commis des atteintes aux droits humains	<b>Faible</b>	<b>Elevé</b>	Mettre en place un système d'examen minutieux des candidats aux formations afin d'en exclure tous individus ou unités ayant été impliqués dans des atteintes aux droits humains.
3- Ressources humaines et organisationnelles	Les personnels formés appartiennent majoritairement aux forces armées, rendant une partie du soutien financier européen inéligible	<b>Faible</b>	<b>Elevé</b>	Participer activement au conseil d'administration de l'AILCT afin de s'assurer que l'approche interministérielle reste au cœur des activités de l'académie, notamment en maintenant l'obligation pour les Etats bénéficiaires de formations du pilier 1 d'envoyer des équipes de stagiaires composées de différents ministères.
3- Ressources humaines et organisationnelles	Les personnels formés sont exclusivement des hommes	<b>Moyen</b>	<b>Moyen</b>	<p>Développer une analyse organisationnelle genre de l'AILCT et développer un plan d'action genre visant à faciliter la participation des femmes au sein de l'AILCT (par exemple recrutements, curricula)</p> <p>Les curricula doivent intégrer l'approche basée sur les droits humains et traiter des enjeux de genre.</p>

### Enseignements tirés:

Un premier enseignement tiré de l'engagement de l'UE dans le domaine du renforcement des capacités dans la lutte contre le terrorisme est que l'approche qui doit être promue est une approche basée sur l'Etat de droit et le respect des droits humains, qui exige une réponse judiciaire à une action terroriste considérée comme un crime. Elle nécessite une chaîne pénale efficace qui repose sur la qualité de chacun de ses maillons. Or, la majorité des projets de l'UE se concentre sur un des maillons de la chaîne : services de renseignement, d'intervention, d'enquêtes, de justice, etc. Il est donc nécessaire de travailler aussi de façon transversale et interministérielle afin que chaque maillon de la chaîne pénale comprenne parfaitement la façon de travailler des autres maillons afin d'optimiser la réponse globale et finale de la chaîne.

Un deuxième enseignement est que tout soutien dans le domaine de la sécurité et de la justice peut s'avérer contre-productif, voire peut alimenter le phénomène qu'il est censé combattre, si les services soutenus ne se comportent pas correctement envers les populations. Cela est évidemment vrai quand les forces de défense et de sécurité commettent des violations des droits de l'homme, dont les victimes viennent ensuite grossir les rangs des groupes terroristes, mais cela est vrai aussi dans le domaine de la justice. Si celle-ci n'est pas correctement rendue, en raison de la corruption de certains magistrats ou du manque de moyens qui leur sont alloués, la population locale peut alors préférer une justice, parfois expéditive, rendue soit pas des entités coutumières voire même par certains groupes terroristes. Ainsi, toute action de formation ou de renforcement de capacité doit insister sur cette obligation de bonne gouvernance et de respect des droits humains afin que le « plus d'Etat » se transforme en « mieux d'Etat » pour les populations. Pour ce faire, il est important de disposer de capteurs, comme des enquêtes de perception du comportement des forces de défense et de sécurité auprès des populations locales par exemple, qui permettent d'objectiver la qualité des services rendus aux populations. De tels capteurs doivent aussi permettre, en cas de détérioration des indicateurs, de réorienter notre action, voire la suspendre dans les cas les plus graves.

L'AILCT a été récemment créée. Afin de garantir à l'institution une image moderne, il est important de très vite mettre en place les fondements nécessaires à la participation des femmes au travers d'une analyse institutionnelle et organisationnelle genre et de mettre en place des mesures pour faciliter la participation des femmes (notamment par la mise à niveau des infrastructures pour accueillir les femmes stagiaires).

### 3.5. La logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est :

**SI** l'AILCT est en mesure d'augmenter significativement sa capacité à accueillir des stagiaires (femmes et hommes), notamment en provenance d'Afrique de l'Ouest

**ET** dispose des équipements nécessaires à l'accueil et à la formation de ces stagiaires

**EN SUPPOSANT** que l'académie dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour organiser un nombre suffisant de stages.

**Et SI** les capacités du centre de recherche sont renforcées, **EN SUPPOSANT** que l'AILCT soit en mesure de susciter l'intérêt de suffisamment de chercheurs et d'organisations de la société civile.

**ALORS** la réponse des pays africains, et particulièrement ouest-africains, contre la menace terroriste sera renforcée tout le long de la chaîne pénale, avec un nombre suffisant de personnels formés sur l'importance cruciale du respect des droits humains et de l'Etat de droit **EN SUPPOSANT** que les personnels formés mettent réellement en application les bonnes pratiques promues par l'académie

Contribuant **AINSI** à une meilleure protection de la population africaine, notamment en Afrique de l'Ouest, face à cette menace terroriste.

### 3.6. Matrice indicative du cadre logique

--

Résultats	Chaîne de résultats Principaux résultats attendus [maximum 10]	Indicateurs [au moins un indicateur par résultat attendu]	Valeurs de référence [valeurs et années]	valeurs cibles [valeurs et années]	Sources de données	Hypothèses
Impact	<b>Renforcer l'Etat de droit et la protection des populations africaines, notamment en Afrique de l'Ouest, contre la menace terroriste.</b>	Indice Mo Ibrahim sur la sécurité et l'état de droit dans les pays en Afrique de l'Ouest confrontés à la menace terroriste	À déterminer au démarrage du projet	A identifier	Rapport annuel de la Fondation Mo Ibrahim	
Objectif spécifique	<b>la réponse des pays africain – et particulièrement ouest-africains dans la lutte contre le terrorisme est améliorée tout au long de la chaîne pénale</b>	Pourcentage de stagiaires de l'AILCT ayant vu leur capacités augmentées, désagrégué par nationalités, fonctions exercées, nature (civil/militaire) et genre par an.	0	90 %	Données communiquées par l'AILCT sur la base de questionnaires de fin de stage (rapport d'activité).	les stagiaires mettent réellement en application les bonnes pratiques enseignées par l'académie
Produit 1	Les infrastructures de l'AILCT sont complétées et diversifiées, facilitant l'accueil des stagiaires femmes et hommes, et permettent à l'Académie d'élargir le contenu et la qualité des formations.	1.1 nombre d'hébergements des stagiaires adaptés aux différences de genre supplémentaires et construits avec le soutien de l'UE 1.2 nombre d'hébergements de cadres supplémentaires, différenciés par genre et construits avec le soutien de l'UE. 1.3 Nombre d'infirmierie opérationnelle construite avec le soutien de l'UE 1.4 Nombre de bâtiment logistique opérationnel construit avec le soutien de l'UE	1.1 0 1.2 0 1.3 0 1.4 0	1.1 A identifier 1.2 A identifier 1.3 1 1.4 1	1.1-1.4 Visite du site et suivi mensuel de l'avancement des travaux.	l'académie dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour organiser un nombre suffisant de stages.
Produit 2	Le mobilier et les équipements pédagogiques de l'AILCT sont améliorés pour l'école des cadres.	2.1 Nombre de chambres stagiaire/cadre entièrement équipées en mobilier avec le soutien de l'UE 2.2 Nombre d'équipements pédagogiques fournis avec le soutien de l'UE 2.3 Nombre d'équipements nécessaires au fonctionnement du bâtiment logistique et de l'infirmierie fournis avec le soutien de l'UE	2.1 0 2.2 0 2.3 0	2.1 A identifier 2.2 A identifier 2.3 A identifier	2.1-2.3 Visite du site et mise en place d'un inventaire recensant l'ensemble des matériels mis en place et affectés + certificats de donation.	l'académie dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour organiser un nombre suffisant de stages.

<b>Produit 3</b>	Les capacités du centre de recherches sont améliorées et les partenariats développés.	<p>4.1 Nombre d'études, rapports et mémoires développés avec le soutien de l'UE, désagréé par type d'auteur (doctorant, organisations société civile ...) et genre.</p> <p>4.2 Nombre de séminaires et d'ateliers organisés avec le soutien de l'UE impliquant des organisations de la société civile travaillant dans le domaine des droits humains et de l'égalité de genre.</p> <p>4.3 Nombre d'études, de séminaires et d'ateliers organisés avec le soutien de l'UE et portant sur la problématique femmes, paix et sécurité dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.</p>	<p>4.1 0</p> <p>4.2 0</p> <p>4.3 0</p>	<p>4.1 A identifier</p> <p>4.2 A identifier</p> <p>4.3 A identifier</p>	<p>4.1 Liste des publications et des activités publiées et disponibles sur le site de l'académie</p> <p>4.2 Rapports d'activités et site internet de l'AILCT</p> <p>4.3 Rapports d'activités et site internet de l'AILCT</p>	l'AILCT suscite l'intérêt de suffisamment de chercheurs et d'organisations de la société civile.

## 4. MODALITES DE MISE EN OEUVRE

### 4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Côte d'Ivoire.

### 4.2. Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3. Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>9</sup>

#### 4.3.1. Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale (Expertise France – AFETI). Cette mise en œuvre implique toutes les activités indicatives prévues dans le cadre des objectifs spécifiques et des produits attendus de l'action.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : organisation présente en Côte d'Ivoire qui présente déjà un historique de coopération avec le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile et avec la Direction de la Coopération Sécurité et Défense du Ministère français des affaires étrangères, qui a géré la première tranche de travaux de l'AILCT; connaissance du contexte et des enjeux spécifiques des programmes au profit des forces de défense et de sécurité.

### 4.4. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

### 4.5. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.3	

<sup>9</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, la version du JO prime.

<b>Objectif/produit</b> « Renforcer l'Etat de droit et la protection des populations africaines, notamment en Afrique de l'Ouest, contre la menace terroriste. »	<b>9 900 000</b>
Gestion indirecte avec une organisation d'un Etat Membre cf. section 4.4.1	9 900 000
<b>Evaluation</b> – cf. section 5.2 <b>Audit</b> – cf. section 5.3	100 000
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	N/A
<b>Totaux</b>	<b>10 000 000</b>

#### 4.6. Structure organisationnelle et responsabilités

La gouvernance générale de l'action se fera au sein du Comité de pilotage de l'AILCT (Conseil d'Administration) qui rassemble les partenaires financiers de l'académie, ainsi que l'UA et la CEDEAO. L'opérateur de mise en œuvre sera invité au comité de pilotage, a minima pour la partie de la réunion pendant laquelle sera discutée le soutien de l'UE.

Un Comité technique, spécifique à l'action, assurera quant à lui le suivi technique et opérationnel. Composé d'un représentant de la Primature ivoirienne et d'un représentant du MINDEF, d'un représentant de la DCSD, d'un représentant de chaque service de l'AILCT impliqué dans le cadre de l'action, d'un représentant de la Délégation de l'UE et d'un représentant de l'opérateur de mise en œuvre. Il se réunira en principe tous les 3 mois et au moins avant la tenue des réunions du Comité de pilotage de l'AILCT afin de faire d'éventuelles recommandations.

Les résultats des travaux pourront aussi nourrir les échanges dans le cadre du dialogue politique entre la CI et l'UE.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

#### 4.7. Conditions préalables [uniquement pour la modalité de projet]

N/A

## 5. PERFORMANCE MEASUREMENT

### 5.1. Monitoring and Reporting

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et résultats directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire). Il sera évalué également comment l'action contribue à la réalisation des droits humains et contribue à l'égalité des sexes. Pour cela, les ODDs de l'Agenda 2030 et les indicateurs du plan d'action sur l'égalité des sexes (GAP III, 2021-2025) seront privilégiés.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins trois fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rend compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Chaque rapport sera présenté de manière à permettre le suivi



des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi de l'action, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## 5.2. Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contracté(es) par la Commission. Des évaluations supplémentaires portant sur le respect des droits humains, de l'égalité de genre et l'approche inclusive de l'action pourront être commandées.

Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

Dans le cas d'une initiative « Team Europe », les évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres contributeurs et les institutions européennes de financement du développement seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

## 5.3. Audit and Verifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

# 6. COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leurs travaux auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des

facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## APPENDIX 1 REPORTING IN OPSYS

An Intervention<sup>10</sup> (also generally called project/programme) is the operational entity associated to a coherent set of activities and results structured in a logical framework aiming at delivering development change or progress. Interventions are the most effective (hence optimal) entities for the operational follow-up by the Commission of its external development operations. As such, Interventions constitute the base unit for managing operational implementations, assessing performance, monitoring, evaluation, internal and external communication, reporting and aggregation.

Primary Interventions are those contracts or groups of contracts bearing reportable results and respecting the following business rule: 'a given contract can only contribute to one primary intervention and not more than one'. An individual contract that does not produce direct reportable results and cannot be logically grouped with other result reportable contracts is considered a 'support entities'. The addition of all primary interventions and support entities is equivalent to the full development portfolio of the Institution.

Primary Interventions are identified during the design of each action by the responsible service (Delegation or Headquarters operational Unit).

The level of the Primary Intervention is defined in the related Action Document and it is revisable; it can be a(n) (group of) action(s) or a (group of) contract(s).

Tick in the left side column one of the three possible options for the level of definition of the Primary Intervention(s) identified in this action.

In the case of 'Group of actions' level, add references to the present action and other action concerning the same Primary Intervention.

In the case of 'Contract level', add the reference to the corresponding budgetary items in point 4.5, Indicative Budget.

<b>Option 1: Action level</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Single action	Present action: all contracts in the present action
<b>Option 2: Group of actions level</b>		
<input type="checkbox"/>	Group of actions	Actions reference (CRIS#/OPSYS#): <Present action> <Other action>
<b>Option 3: Contract level</b>		
<input type="checkbox"/>	Single Contract 1	<foreseen individual legal commitment (or contract)>
<input type="checkbox"/>	Single Contract 2	<foreseen individual legal commitment (or contract)>
<input type="checkbox"/>	Single Contract 3	<foreseen individual legal commitment (or contract)>
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Group of contracts 1	<foreseen individual legal commitment (or contract) 1> <foreseen individual legal commitment (or contract) 2> <foreseen individual legal commitment (or contract) #>

<sup>10</sup> [ARES \(2021\)4204912](#) - For the purpose of consistency between terms in OPSYS, DG INTPA, DG NEAR and FPI have harmonised 5 key terms, including 'action' and 'Intervention' where an 'action' is the content (or part of the content) of a Commission Financing Decision and 'Intervention' is a coherent set of activities and results which constitutes an effective level for the operational follow-up by the EC of its operations on the ground. See more on the [concept of intervention](#).